



## **Budget général 2016 : à l'opposé des besoins sociaux fondamentaux !**

**Avec 16 Milliards (Mds) d'économie, le projet de loi de finance 2016 (PLF) confirme la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement.**

**D'un côté, la poursuite de la mise en oeuvre du plan d'économie sur les dépenses de 50 Mds (16 Mds en 2016), après l'économie de 25 Mds sur 2013 et 2014, de l'autre côté, la diminution des recettes par notamment la baisse des cotisations et de la fiscalité pour les entreprises dans le cadre du pacte de compétitivité (CICE, pacte de responsabilité), à hauteur de 33 Mds.**

**Sur les 16 Mds d'économie :**

- 5,1 Mds sont économisés au budget de l'état et se traduisent notamment par la poursuite du gel de la valeur du point d'indice, la fusion PPE (prime pour l'emploi) et le RSA (revenu de solidarité active). Cela augure mal de l'ouverture de la négociation sur les salaires des fonctionnaires prévue au printemps 2016. Rappelons que l'action «votation sur les salaires et l'emploi» continue et que sa réussite fera partie «du jeu».
- 7,4 Mds sur le budget de la sécurité sociale dont 4 Mds pour les prestations sociales et 3,4 Mds pour l'assurance maladie qui vont une nouvelle fois impacter notamment les prestations de l'assurance maladie, tant du côté des remboursements des soins et médicaments que du côté de l'hôpital (emploi et qualité des services).
- 3,5 Mds sur les dotations aux CT. Les communes, principales investisseurs public, seront particulièrement touchées (- 2 Mds) ce qui pèsera sur les carnets de commande des PME. Il est à craindre, pour compenser, une augmentation de la fiscalité locale et la diminution des subventions aux associations dont sportives et la réduction de la «voilure» de leurs services publics.

Au final, ce budget traduit l'affaiblissement de la dimension redistributrice de l'Etat «social» ce qui le rend de plus en plus impopulaire. Sa politique de «l'offre» ne fait pas baisser le chômage qui atteint les 5,7 Millions et renforce, par contre, les marges des entreprises et surtout l'augmentation des dividendes pour les actionnaires (46 Mds en 2014). La politique budgétaire menée est synonyme de désocialisation et de démutualisation des richesses produites. Les 16 Mds d'économie plus les 33 Mds donnés aux entreprises en sont les marqueurs idéologiques.

Le gouvernement choisit donc de s'enfermer dans une politique économique libérale à contre sens social, affaiblissant les services publics (pire pour le MVJS, cf note), dégradant les conditions de travail, les rémunérations des fonctionnaires et retraités, renforçant les inégalités dont l'accès aux soins, aux études supérieures (cf budget de l'enseignement supérieur),... territoriales. C'est d'un tout autre budget dont nous avons besoin, bâti sur la réponse aux besoins sociaux fondamentaux (santé, éducation, logement, transport, culture,...), à la création d'emplois qui serait soutenue par la mise en oeuvre d'une transition écologique incontournable (le budget de l'écologie est en baisse à la veille de la COP21 !!!).

De l'argent, il y en a : 60 à 80 Mds d'évasion fiscale en France et les 500 premières fortunes de France cumulent 460 Mds (budget de l'Etat : 378,8 Mds de dépenses).

**pascal.anger@snefpsu.net**

**alain.briglia@snefpsu.net**